

**Union européenne - Conseil affaires
étrangères - Accord d'association
entre l'UE et le Chili : des directives
de négociation rendues publiques -
Communiqué de presse du Conseil
de l'Union européenne**
(Bruxelles, 22 janvier 2018)

Le 22 janvier, le Conseil a décidé de publier le mandat donné à la Commission le 13 novembre 2017 afin de moderniser l'accord d'association UE-Chili en vigueur.

C'est la première fois que le Conseil décide de rendre publique l'intégralité du mandat pour un accord d'association couvrant des aspects politiques et commerciaux. Il répond ainsi aux appels à une plus grande transparence et à la nécessité de mieux faire connaître les contenus et les objectifs des négociations.

Les relations politiques et économiques entre l'UE et le Chili sont jusqu'à présent régies par un accord d'association qui a été signé en 2002 et pleinement mis en oeuvre en 2005. L'objectif d'un accord d'association modernisé est d'approfondir les relations entre l'Union et le Chili en renforçant la coopération existante en matière de politique, de sécurité et de commerce. Les négociations ont été engagées le 16 novembre 2017 sur la base du mandat retenu.

Pour ce qui est des questions commerciales, la mise en oeuvre de l'accord actuel a entraîné une augmentation substantielle des échanges de biens et de services entre l'UE et le Chili: les exportations chiliennes de produits agricoles et alimentaires et de services vers l'UE ont presque triplé tandis que les exportations de l'UE vers le Chili ont doublé dans la plupart des secteurs. Toutefois, l'accord actuel n'aborde pas certaines questions importantes liées au commerce et aux investissements, telles que des dispositions particulières sur les investissements, les barrières non tarifaires, les droits de propriété intellectuelle et certaines indications géographiques, ainsi que les contributions au développement durable.

L'accord d'association modernisé UE-Chili est appelé à combler ces lacunes, permettant ainsi de renforcer la coopération existante, de faire baisser les prix à la consommation, d'améliorer l'accès au marché et de créer des emplois et des possibilités de croissance. Tout au long des négociations, l'UE s'attachera à garantir les niveaux les plus élevés de protection sociale, de protection du travail et de protection de l'environnement et à promouvoir la justice sociale et le développement durable./.